

LE POUVOIR ET L'ÉCHEC DE LA GAUCHE... ET DE LA POLITIQUE AU BRÉSIL...

Pour Dilma Rousseff, présidente élue lors du ballottage de 2014 avec 51% des voix, le 17 avril 2016 marque la clôture d'un cycle d'ingouvernabilité qui la poursuit depuis qu'elle a été réélue. Le résultat du vote de la procédure de destitution menée par le *Congrès national* ne laisse aucun doute. En fait, avec une majorité de plus des deux tiers du Parlement, soutenu par une proportion encore plus grande des gens de la rue (les villes étaient occupées et divisées entre les groupes favorables et opposés à la mise en accusation), les députés brésiliens, en direct à la télévision, ont donné au public pendant six heures le spectacle effrayant de leur vote présenté comme un geste contre la corruption, au nom de Dieu, de la patrie, de sa mère, du fils nouveau-né, etc... Tout cela était «*la crème de la crème*» (*) de l'échec de la politique en tant qu'expression de la souveraineté d'un peuple (1).

Dilma Rousseff a été accusée de «*crime de responsabilité*» (2) pour avoir permis la sous-traitance des emprunts à une banque publique pour combler le déficit du budget de 2015, fraudant la loi de responsabilité fiscale. Cet argument juridiquement fragile, s'agissant d'un phénomène récurrent dans les gouvernements précédents et pratiqué également par les gouvernements d'autres États - le Brésil est une République d'États fédérés - a été contesté par le gouvernement qui accuse ses adversaires de vouloir faire un coup d'État déguisé en un procès criminel. En fin de compte, on peut dire que le jugement contre la présidente est plus politique que juridique, parce que la plainte déposée par les avocats du principal parti d'opposition a été acceptée par le Président de la Chambre des députés (Eduardo Cunha, un ennemi déclaré du gouvernement et accusé d'évasion fiscale) et jugée en fin de compte, par ses collègues législateurs, non par des juges. Maintenant, il appartient au Sénat de décider s'il accepte ou non la décision en faveur de la Chambre, sous l'œil vigilant de la Cour suprême, qui ne peut pas juger elle-même.

Le système politique brésilien, le présidentielisme de coalition, est un modèle plein de vices. Il convient de noter la difficulté d'obtenir et de conserver la majorité des députés et des sénateurs appartenant à plus de 30 partis politiques différents, un système qui provoque une sorte de clientélisme et de favoritisme qui a souvent conduit le pays à de longues crises de gouvernance, surmontées avec beaucoup de difficultés, comme cela est arrivé au cours du procès de destitution de Fernando Collor de Mello en 1992, ou même à des crises insurmontables comme celle qui a porté les militaires au pouvoir en 1964. Ce modèle politique schizophrénique partagé entre présidentielisme et parlementarisme conduit, par la procédure constitutionnelle de destitution présidentielle, à une sorte de perte de la confiance parlementaire, au prix d'une rupture du processus politique.

Malgré le malaise de l'économie, la présidente avait réussi à se faire réélire, mais sans doute n'aurait-elle pas fini ainsi si ne s'était pas encore ajoutée l'action des procureurs et des magistrats de moindre importance, incarnés par la figure du juge Sergio Moro, chef de l'opération *Lava Jato* (*Nettoyage au jet*), une sorte d'«*Opération mains propres*» à la brésilienne.

(*) En français.

(1) Comparer: «*La majorité des parlementaires a dédié son vote à la famille, citant les noms de leur femme, grand-mère, enfants et petits-enfants, un spectacle accablant pour la politique digne d'une république bananière. La mascarade a même tourné à l'hystérie collective. Au milieu des cris, les députés portaient des pancartes avec leurs slogans respectifs et ils ont même organisé un loto comme s'il s'agissait d'une course hippique ou d'un match de football. Finalement, ils nous ont donné en pâture un spectacle indigne des représentants du peuple*». *Le Brésil: un pays à la dérive juridique?* Marilza de Melo Foucher, 25 avril 2016, sur son blog Médiapart. (Note du traducteur).

(2) L'un des motifs de destitution prévus par l'article 85 de la Constitution brésilienne. (Note du traducteur).

En fait, ce n'est qu'au début de 2015, quand furent rendues publiques les plaintes concernant les pots-de-vin électoraux par le *Parti des travailleurs* (PT) - en grande partie provenant de filiales de la Petrobras - que les groupes opposés au parti au pouvoir, aussi bien la droite politique que les agents du marché, eurent accès de plein fouet à la propagande non stop des médias libéraux (*Globo*, le premier réseau de télévision, et *Folha de Sao Paulo*, le principal journal du pays) commencèrent à réclamer la tête de la présidente.

Pour avoir une idée de l'ampleur de la corruption, il faut savoir qu'environ 220 députés sur un total de 513 sont concernés d'une façon ou d'une autre par une plainte de la Cour suprême, sans compter de nombreux sénateurs eux aussi impliqués. Outre le PT (se situant programmatiquement de la gauche au centre), les deux principaux partis appuyant le gouvernement - qui l'ont ensuite trahi - le PMDB (*Mouvement démocratique brésilien*, le plus grand parti du pays, de centre-droit) et le PP (*Parti progressiste*, à droite) (...) ont près de 40% de leurs députés impliqués dans un scandale de corruption. Même le vice-président Michel Temer, qui pourrait parvenir à tout moment au pouvoir, se trouve parmi les accusés, de même que le président du Sénat, Renan Calheiros, qui est impliqué dans de nombreux scandales de pots-de-vin, en plus de Cunha déjà cité. Non seulement les politiciens de l'ancienne base du gouvernement, qui a été défaite, se trouvent parmi les nombreuses personnes dénoncées par *Lava Jato*, mais aussi les membres du Congrès faisant partie de l'opposition qui géraient les pots-de-vin pour les sous-traitants de l'État avant même l'arrivée de Lula au pouvoir, en 2003.

Donc, si on devait aller au fond du problème, il resterait peu de chose de la politique et des politiciens actuels. Ce constat renforce la demande de nouvelles élections exigées par les partis de gauche et de centre-gauche, ou celle d'un changement de régime de gouvernement vers le parlementarisme, faite dans les couloirs du Sénat par les perdants de 2014 (pour commencer l'ex-candidat du PSDB de 2010 José Serra, la «*social-démocratie*» de centre-droit), avec des dissidents de la base d'appui du gouvernement.

Cependant, l'anticipation des élections n'a pas l'appui de la plupart des renards politiques qui voient le risque d'émergence d'un outsider d'extrême-droite, ou le risque du vote du fondamentalisme néo-pentecôtiste - un quart de l'électorat brésilien qui s'est montré fort et obstiné dans sa fausse défense morale - ou encore d'une inconnue comme Marina Silva, ancienne candidate des *Verts*, ou même le risque, pour eux, du retour de Lula.

La présidente du PT - à la fin elle aussi s'est défendue en quittant son poste de chef de l'État pour assumer celui de chef de ses électeurs - ex-guérillera, fonctionnaire de carrière, d'autorité, faisant tout sauf de la politique, elle est devenue une sorte de victime expiatoire des masses et fut sacrifiée par vengeance. Une vengeance diffuse qui, venant de la droite individualiste, fait feu non seulement sur la corruption, mais sur le communisme, contre le syndicalisme, contre les sans-terre, mais qu'on trouve également chez les vieux sympathisants du PT qui voient en lui le traître à ses origines plus «*socialistes*», le traître à son refus de se salir les mains dans la politique, à la défense intransigeante de l'éthique. L'accession au pouvoir de Lula et du PT en 2003 fut en même temps le sommet et l'écroulement; je dirais plus, la faillite de la gauche brésilienne.

Entre 2003 et 2007, le PT a perdu la plus grande part de sa gauche. Qu'il s'agisse des dissidences léninistes paralysées par le centralisme démocratique hégémonique du «*lulo-pe-tisme*» hégémonique, des petits groupes d'une dizaine de personnes qui recréèrent de ternes partis dits communistes, ou d'un groupe plus grand et hétérogène de socialistes marxistes et non marxistes qui fonda le PSOL, *Socialisme et Liberté*, parmi les premiers à dénoncer l'utilisation par le gouvernement de la machine publique pour se maintenir au pouvoir. Nous devons également mentionner la séparation de sa base verte, scandalisée par la politique pro-OGM pro agro-industrie, qui a été reconstruite plus tard autour de la *Rede* de Marina (3). Peu à peu, le gouvernement perdit sa base de soutien non corporative: il ne lui restait que les syndicalistes de la CUT qui avaient désormais des postes dans le ministère du Travail, les employés directs de l'État, le personnel exécutif du MST (*Mouvement des Sans-terre*) et ses clients favorisés par la réforme agraire sélective, un mouvement de moins en moins actif dans les campagnes; et, pour finir, il lui reste l'appui de ceux qui sont directement concernés par les programmes sociaux d'assistance. La dissolution de ses bases sociales les plus politiquement organisées explique en partie

(3) *Rede Sustentabilidade* (REDE) (*Réseau de développement durable*) est un parti politique brésilien fondé par Marina Silva. Inscrit officiellement comme parti le 22 septembre 2015, sa première tentative ayant été rejetée, la *Rede* ne put participer aux élections de 2014. (Note du traducteur).

sa lenteur à organiser sa défense sur le terrain, faite à la veille du procès de destitution à travers une politique au caractère nettement populiste. Gramsci avait vu dans Lénine le prince condottiere de la Révolution russe, l'homme capable de conduire le navire dans le havre de sécurité en 1921, introduisant, avec ses deux pas en arrière, la *Nouvelle Économie Politique*. Nous connaissons malheureusement le résultat, quelle fin connurent la lutte et l'espoir de beaucoup de camarades russes vraiment socialistes et anarchistes.

Chico de Oliveira, politologue fondateur du PT et depuis des années éloigné du parti, a fait dans son essai de 2003, *L'Ornithorynque* (4), la même comparaison, mais avec une grande différence. L'arrivée de Lula au pouvoir s'est faite sans changements structurels dans le pays, dominé par le débat économique sur la croissance.

Pour Oliveira, l'opportunisme était évident dans le choix que fit Lula d'échanger le soutien à la politique sociale du PT contre les subventions aux plus pauvres, établissant des relations avec les secteurs les plus arriérés du conservatisme politique, les dirigeants historiques régionaux, dont beaucoup étaient déjà des criminels dans leurs lieux d'origine, et avec qui il était de nouveau prêt à voler le bien public. Les politiques d'assistance garantirent la réélection de Lula et ont fait également réélire son successeur, mais cela leur a coûté, entre autres erreurs de politique économique telles que l'exploitation sans précédent du territoire aux dépens des populations traditionnelles, principalement la mise à disposition de la machine d'État entre les mains des politiciens, dont beaucoup d'arrivistes liés eux aussi au PT, qui s'enrichirent rapidement avec le vaste élargissement capillaire d'une machine déjà bien rodée de pots-de-vin interne à l'État. L'échec du PT et par conséquent de la gauche traditionnelle qui aspire au pouvoir, conduit alors également à l'échec de la politique au Brésil, ou au moins mène à ce grand vide de la politique que nous voyons maintenant, dans une démocratie d'un peu plus de trente ans qui a émergé à la fin de la dictature en 1985. Une faillite visible également dans l'indifférence avec laquelle les plus jeunes observent ce qui se passe.

Un dernier chiffre pour comprendre le profil des manifestants en faveur de la destitution : la majorité sont des hommes, de niveau secondaire, dont les revenus sont supérieurs à la moyenne nationale et qui ont plus de quarante ans. Un manifestant différent de celui qui, timidement en juin 2013, est descendu dans la rue pour la première fois pour demander le transport public gratuit et démocratiser les formes de la politique : des femmes et des hommes de niveau universitaire, ayant un revenu inférieur à la moyenne nationale et ayant moins de trente ans. À ceux-là, le gouvernement des travailleurs leur a montré le bâton avec les nouvelles lois anti-terroristes (y compris celle d'association de malfaiteurs), qui, avec le cours de l'histoire, ont été invoquées par l'«*intouchable*» Sergio Moro pour demander des écoutes téléphoniques de l'ancien président Lula, conversations qui, une fois devenues publiques, ont fait précipiter la situation actuelle, dont nous attendons les prochains chapitres.

Nous espérons que dans un proche avenir, ce seront de nouveau ces manifestants, garçons et filles, moins nombreux, mais autonomes dans la gestion du territoire, capables de réoccuper les places du pays pour protester et chercher à réaliser un désir minoritaire, mais vivant, de démocratie directe.

Carlo ROMANI,
avec l'aide de **Giovanni STIFFONI** et Umanità Nova.

(4) Francisco (Chico) de Oliveira publia en 1972 un essai intitulé *A economia brasileira: critica razao dualista* (l'économie brésilienne: critique de la raison dualiste), un classique de la réflexion sur le Brésil, devenu livre en 1973. Réédité trente ans plus tard sous le titre *Critica a razao dualista* (*Critique de la raison dualiste*). C'est ainsi qu'il actualisa sa critique écrivant "*L'Ornithorynque*", nom qu'il donna au Brésil d'aujourd'hui, sous le signe de Darwin: «*hautement urbanisé, peu de force de travail et population dans les champs, donc aucun résidu pré-capitaliste; au contraire, une agro-industrie forte. Un secteur industriel de la deuxième révolution industrielle complète, qui avance, titubant, vers la troisième révolution - moléculaire numérique ou informatique. (...) Mais ceci est la description d'un animal dont l'"évolution" a suivi toutes les traces de la famille! Comme primate il est presque Homo sapiens! Il semble disposer de «conscience» parce qu'il s'est démocratisé il y a presque trois décennies. Il lui manque, cependant, de produire la connaissance, la science et la technologie: fondamentalement, il procède en copiant, mais le décryptage du génome de *Xylella fastidiosa* montre qu'il n'est pas loin de progrès fondamentaux dans la biogénétique; espérons cependant qu'il ne décidera pas de s'autocloner et de perpétuer l'ornithorynque*». (Note du traducteur).